

Contre l'austérité ! Pour une autre vie !

IL Y A une vie après les élections professionnelles ! Une vie qui se manifeste d'ores et déjà dans la journée d'action nationale et intersyndicale pour l'Enseignement supérieur et la Recherche ; également dans le développement de la mobilisation pour l'Éducation prioritaire. Mais surtout, une vie que ruine la situation économique, politique et sociale actuelle, une situation qui exige un renversement des orientations mortifères qui la travaillent. Dans cette perspective, la question posée est celle de construire un mouvement social de grande ampleur pour concrétiser ce renversement. La responsabilité syndicale est d'impulser et de faire converger les mobilisations existantes pour ouvrir une brèche et donner des perspectives d'alternatives progressistes et de l'espoir.

Aussi, la FSU doit-elle, dès maintenant, préparer les mobilisations du début d'année 2015 et prendre à nouveau l'initiative d'une intersyndicale pour proposer des perspectives d'action, notamment une véritable journée interprofessionnelle unitaire sur l'emploi et le pouvoir d'achat courant janvier. Car l'enjeu est bien de faire reculer le gouvernement sur ses politiques austéritaires et antisociales, de rompre ce garrot austéritaire-autoritaire,.

Mobilisation dans l'ESR

LE VOTE du budget à l'Assemblée nationale vient de confirmer le désengagement de l'État et la dégradation des conditions de fonctionnement de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (ESR). Les conséquences sont lourdes pour les étudiant.e.s et pour l'ensemble des personnels de l'ESR. La précarité est insupportable, les budgets sont insuffisants et inappropriés, les carrières

sont bloquées, les conditions de travail, d'études et de vie de toutes et de tous sont profondément dégradées.

L'intersyndicale de l'ESR appelle l'ensemble des acteurs de l'ESR – personnels permanents, précaires et étudiant.e.s – à se mobiliser dans la durée et dans l'unité afin d'obtenir :

Une journée nationale d'action est organisée le 11 décembre 2014 : des assemblées générales réunissant étudiant.e.s et personnels statutaires ou contractuels auront lieu partout en France et seront suivies de manifestations organisées à Paris et dans les principales villes universitaires. À Lyon, un rassemblement est prévu place Bellecour le jeudi 11 décembre 2014, de 12h30 à 13h30.

Un nouveau so(t)cle ?

LA NOUVELLE loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'École prévoit l'évolution du socle commun. C'est dans ce cadre que le CSP a publié le 6 juin dernier le projet d'un nouveau socle commun de compétences et de connaissances auquel a été ajouté le mot de « culture » à la demande de la FSU.

Paré d'un habillage humaniste et ambitieux en termes de savoirs, il présente une vraie rupture avec le fondement utilitariste du socle 2005. Pour l'instant, il prend la forme d'un manifeste, d'une feuille de route de ce que l'élève doit savoir au terme de sa scolarité. Certains objectifs peuvent nous convenir, même si, comme souvent avec ces textes d'orientation, ils sont pavés de bonnes intentions.

Les premières réactions syndicales ont d'ailleurs montré des positions inédites : l'UNSA et le SGEN fervents défenseurs de l'idée de socle crient à la trahison trouvant le texte trop ambitieux alors que de son côté la FSU, qui a toujours défendu l'idée de culture commune, montre une certaine satisfaction. Pourtant l'absence de données sur la teneur des programmes qui vont donner corps au socle et sur les modalités d'évaluation doit nous alerter et il est probable que le vernis soit bientôt appelé à craquer.

Très clairement, mais comment pourrait-il en être autrement, ce « socle commun de connaissances, de compétences et de culture » – appelons-le S4C pour céder à la novlangue en usage... – n'arme pas les futurs « citoyens » pour être des agents d'une transformation radicale de la société.



La culture commune définie par le S4C permettra aux élèves « de s'insérer dans la société où ils vivront, et de participer, comme citoyens, à son évolution ». Et ce

qui « fait société » aujourd'hui semble être tout entier tourné vers les nouveaux outils numériques.

Sans surprise, c'est dans le domaine des sciences sociales que l'absence de vision critique est la plus flagrante. À aucun moment en effet, ne sont cités les termes travail, propriété, commerce, etc, alors que l'élève « a [pourtant] découvert une première approche des formes d'organisation économique et sociale, et des grands principes de la production et de l'échange », la production sans producteurs, un rêve ?

Par ailleurs, dans l'état actuel de l'école (budget indigent, formation continue et volonté politique inexistantes, recrutements uniformes des enseignantes et enseignants hors classes populaires...), qui peut penser qu'un texte, même progressiste, a quelques chances de produire des effets positifs ?

D'une réforme obscure : de la mé-formation des enseignants

« *SE TROMPER est humain mais persévérer est diabolique* ». L'adage est connu et c'est ainsi que l'on peut résumer la politique gouvernementale en matière de formation des enseignants (FDE). Un premier élément, qui doit légitimement nous inquiéter, est que le ministère méconnaît profondément la réalité du terrain. Soit qu'on la lui masque, par servilité peut-être, soit qu'il est délibérément aveugle, regardant le doigt plutôt que la lune. En dépit ou à cause de cette « méconnaissance » du terrain, il reconnaît (ou feint de reconnaître) la validité des analyses comme des propositions faites par les syndicats de la FSU. Cette reconnaissance est toutefois immédiatement annulée par l'argument d'autorité, et d'austérité, selon lequel il n'y aurait pas plus d'argent que d'alternative ! La belle affaire !

Cette conduite d'échec se redouble d'une logique liquidatrice dont on peine à croire qu'elle est inconsciente. Au-delà d'une dévolution, de plus en plus assumée, de la FDE aux autorités rectorales et aux corps d'inspection, c'est à une liquidation de la fonction publique enseignante en tant que telle (d'ores et déjà engagée dans l'enseignement supérieur), que nous expose l'obstination diabolique du gouvernement.

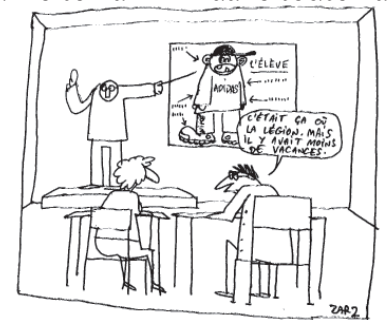
Nous ne sommes plus, dorénavant, au temps des méprises mais au temps des substitutions, au temps où la rigueur est confondue avec le rigorisme, où la vertu – un rigorisme étroit au vrai – tient lieu de politique. Et une politique sans moyens est une pure vanité, des mots, juste des mots.

Si le mi-temps a été restauré pour les fonctionnaires stagiaires (c'était un *minimum*), il demeure que cette restauration se fait au détriment du temps nécessaire pour penser et réfléchir l'activité et le métier (dans le

cadre du master). Cette réflexion ne saurait en effet se borner à un simple étayage face aux problèmes immédiats rencontrés par les stagiaires en situation, même si c'est important. Car les moyens effectivement alloués manquent et permettent difficilement d'aller au-delà de ce travail de soutien, encore une fois légitime mais non suffisant.

Plus profondément, derrière cette logique purement comptable, c'est la réitération de l'opposition simpliste mais ô combien intéressée, entre les dimensions universitaire et professionnelle de la FDE, alors qu'il faut au contraire les articuler en approfondissant les contenus et la didactique des disciplines mais aussi des aspects plus pédagogiques (histoire des courants de pensée, gestion de classe, etc.). La formation des enseignants doit être tout à la fois et indissociablement, universitaire et professionnelle, l'une (se) nourrissant l'autre, et réciproquement. Naturellement, tout cela demande des moyens, tant financiers que humains.

Or, si l'on considère les récentes annonces relatives à la Seine-Saint-Denis, on peut constater que pour parer au plus pressé (pour qui d'ailleurs ?), et encore une fois au nom de l'urgence, soudain découverte, on rabote tout ce qui concerne la formation. Et que l'on pose le précaire et la formation sur le tas – c'est bien le mot –, c.-à-d., sans façon « sur le terrain » – dans toute l'abstraction que recouvre ce terme –, comme une exception aujourd'hui, et qui pourrait être la règle demain.



Face à ce renoncement généralisé, qui peut se convertir en une sombre approbation du pire, il faut bien sûr résister et continuer à lutter. Avec cet objectif aussi, de faire que la FSU parvienne enfin à élaborer une position commune, audacieuse et ferme, sur la FDE, sans se réfugier peureusement sur n'importe quel confetti du plus petit dénominateur commun, un dénominateur aussi impuissant qu'il est, précisément, le plus petit commun. La FDE exige mieux !

L'École émancipée est, dans la FSU, une tendance (un « courant de pensée ») qui est née en 1910 et qui a « fondé » le syndicalisme enseignant. Elle a contribué à la fondation de la FSU afin de bâtir une fédération syndicale unitaire, démocratique et pluraliste, qui s'engage avec les personnels, pour la construction d'une société réellement juste, égalitaire et solidaire.

L'École émancipée, c'est aussi une « revue syndicale et pédagogique ». Abonnez-vous ! Plus d'informations sur notre site internet national : www.ecoleemancipee.org.